

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chef(fe) de l'unité « Suites de contrôles »

**Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Suites de contrôles**

<b>N° appel à candidature : 20278</b>	<b>Catégorie : A</b>
<b>Cotation parcours professionnel : 2</b>	<b>Cotation Groupe RIFSEEP :</b> 2 si corps des attachés d'administration 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
<b>Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques</b>	
<b>Poste vacant</b> <b>Prise de fonction souhaitée dès que possible</b>	<b>Localisation : MONTREUIL</b> 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<b>Conditions de recrutement :</b>	
<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<b>Présentation de l'environnement professionnel :</b>	
<p>L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,</li> <li>- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,</li> <li>- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,</li> <li>- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.</li> </ul> <p>Le poste proposé est rattaché au Service juridique et de coordination communautaire au sein du Secrétariat général. Ce service est chargé d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'offrir une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières) et de veiller au respect de ses obligations réglementaires en tant qu'organisme payeur de la PAC.</p>	

### Objectifs du poste

Assurer l'encadrement de l'unité Suites de contrôles et veiller à ce que les suites appropriées soient données aux contrôles dont l'exploitation relève de l'unité

### Missions et activités principales :

- Définir les missions des agents et organiser le travail au sein de l'unité ;
- Elaborer les procédures et superviser leur bonne exécution ;
- Programmer et superviser l'exploitation les contrôles reconnaissance des organisations de producteurs autres que fruits et légumes ;
- Superviser les suites données aux contrôles a posteriori relevant du règlement (UE) n°1306/2013 ;
- Superviser le traitement des recours gracieux ;
- Superviser les fiches d'alerte relatives aux soupçons de fraude décelés dans le cadre des contrôles a posteriori et informer les autres services de l'établissement ;
- Effectuer, en relation avec les deux autres unités du service, les analyses juridiques nécessaires à l'exploitation des rapports de contrôles ;
- Mettre en place des tableaux de bord et de pilotage dans le domaine d'activité ;
- Etre l'interlocuteur privilégié du Secrétariat de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) des fonds communautaires agricoles ;
- Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale ;
- Superviser les travaux de pilotage des contrôles croisés FEAGA/FEADER ;
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité ;
- Rendre compte à la cheffe de service et à la Direction générale
- Piloter des dossiers spécifiques.

### Relations fonctionnelles du poste :

- A l'externe : M COSA, DGDDI, CICC, CCCOP,
- En interne : unité « Coordination et expertise européenne », unité « Affaires juridiques », services gestionnaires des aides européennes, Agence comptable, SCIAP.

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de gestion des aides de la PAC ;
- Connaissance de la réglementation européenne ;
- Respect des délais et échéances ;
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées.

#### Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'expertise et d'analyse de textes réglementaires ;
- Qualités rédactionnelles et de synthèse
- Maîtrise des outils bureautiques ;
- Autonomie, rigueur et méthode ;
- Sens du contact et aisance dans la communication ;
- Animation d'équipe ;
- Respect des délais et échéances ;
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées.

### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

### Contraintes du poste :

Possibles déplacements à Bruxelles

**Poste clé**<sup>1</sup> : Oui Non ☒

**Poste à caractère sensible**<sup>2</sup> : Oui ☒ Non

**Poste à privilèges**<sup>3</sup> : Oui Non ☒

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

### Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80  
[benjamin.thywissen@franceagrimer.fr](mailto:benjamin.thywissen@franceagrimer.fr)

Jean-Pierre VALLEE Adjoint au chef du service "Juridique et coordination communautaire" – Tél : 01.73.30.25.52  
[jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr](mailto:jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr)

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement  
[mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 35

### Conditions de travail

*FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.*

*L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

**DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/01/2022**

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.